

RETRAITES

NON à cette réforme régressive !

OUI à un financement juste et durable de nos retraites !

Avec les syndicats et tous les partis de gauche manifestons ensemble !

- **Pour le retrait de la loi** qui recule l'âge de départ légal de 60 à 62 ans et augmente le nombre d'années de cotisations.
- **Pour le rétablissement de l'égalité de toutes et tous devant la retraite.** Les femmes salariées sont exposées à une plus grande précarité (salaires inférieurs, temps partiels imposés, interruptions de carrière...). Elles ne doivent pas être doublement pénalisées.
- **Pour une véritable reconnaissance des métiers pénibles** donnant droit à une retraite anticipée : prendre en compte la pénibilité sur la base de critères collectifs, et non pas d'un examen médical individuel.
- **Pour renforcer le régime des retraites par répartition** : les cotisations sociales des actifs et du patronat assurent les revenus des retraités et sont le fondement d'un système de solidarité. Opposons-nous au projet du gouvernement qui prétend le sauver alors qu'il le démantèle.

Journée de grève et de manifestations Mardi 12 octobre 2010 Montparnasse - 13h30

La réforme du gouvernement aggrave les inégalités sans répondre aux enjeux de long terme.

- **1 million de chômeurs en moins = 5 milliards d'euros de cotisations en plus.** Il faut impulser une politique qui favorise l'emploi et les salaires, base du financement des retraites. Développer l'emploi privé et public : en finir avec les temps partiels imposés, développer une formation de qualité, augmenter les salaires. 38 % seulement des plus de 55 ans sont encore en activité du fait de la politique du patronat. Aujourd'hui le gouvernement et le Medef laissent à la porte du monde du travail des millions de Français en raison de leur âge. Depuis la loi de 1993, le niveau des pensions a baissé de 20%. Cette nouvelle loi ne fera qu'accentuer cette baisse. Pour les jeunes, il faudra valider les années d'études et de formation ainsi que les périodes de stages dans le calcul des droits à retraite.
- **Garantir un financement juste et durable.** De nouvelles sources de financement sont possibles en taxant le capital, les revenus financiers et en élargissant l'assiette des cotisations à toutes les rémunérations (stock options, bonus, intéressement...). Il faut arrêter de garantir aux entreprises qui ne créent pas d'emplois des exonérations de cotisations sociales.

Il ne dépend que de nous d'imposer le choix d'un système juste et solidaire.

Souvenons-nous que nous avons obtenu par la lutte le retrait du CPE alors même que la loi avait été votée.

Nous avons les moyens de faire reculer le gouvernement, mobilisons-nous !

